

# « Pour le soutien du roy » Statuts de la noblesse en Nouvelle-France aux XVIIe et XVIIIe siècles

Isabelle Tanguay

Numéro 126, été 2016

La noblesse de la Nouvelle-France jusqu'au XXe siècle

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/83289ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Tanguay, I. (2016). « Pour le soutien du roy » : statuts de la noblesse en Nouvelle-France aux XVIIe et XVIIIe siècles. *Cap-aux-Diamants*, (126), 4–6.

# « POUR LE SOUTIEN DU ROY »

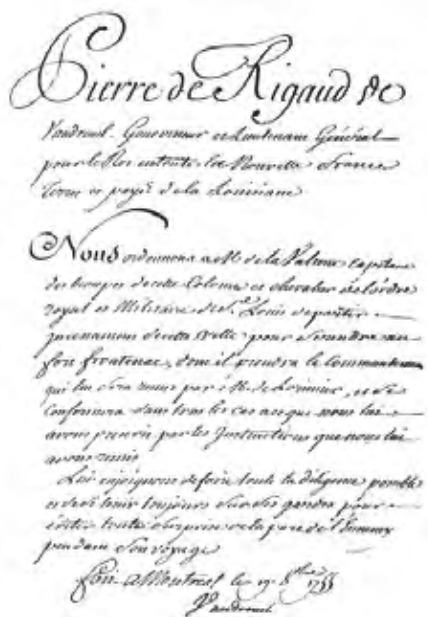
## STATUTS DE LA NOBLESSE EN NOUVELLE-FRANCE AUX XVII<sup>E</sup> ET XVIII<sup>E</sup> SIÈCLES

par Isabelle Tanguay

En 1667, Jean Talon prie le roi d'augmenter le nombre de nobles dans la colonie, car « ce petit corps est trop peu considérable pour bien soutenir, ainsy qu'il est naturellement obligé, l'autorité du Roy et ses Intérêts sur toutes choses ». Traditionnellement, la noblesse française, en échange des privilèges liés à sa condition, se devait de servir le roi sous la forme d'une fonction administrative ou militaire. Mais qu'en est-il de l'autre côté de l'Atlantique? Pour constater les particularités de l'expérience coloniale, nous avons scruté la vie socioprofessionnelle d'environ 1 000 nobles canadiens.

### LA PRÉDOMINANCE DU MÉTIER DES ARMES

La prédominance du métier des armes est écrasante : 60 % des nobles canadiens ont été officiers militaires alors qu'en France, cette proportion varie entre 6 et 30 % selon les régions et les périodes. La précarité de la colonie face aux attaques iroquoises puis anglaises peut expliquer cette proportion élevée, car elle donne aux institutions militaires une importance et un prestige accrus qui attirent l'élite coloniale. La noblesse a d'ailleurs profité d'une canadianisation rapide des charges d'officier militaire qui s'explique, entre autres, par le désir de la métropole de fournir quelques débouchés à ce groupe dont les demandes d'aide financière sont particulièrement nombreuses dans la correspondance officielle. Contrairement à la mère patrie, les charges d'officier dans la colonie ne sont



Ordre militaire signé par le gouverneur général Pierre Rigaud de Vaudreuil (1755). Les deux officiers dont il est question dans ce document sont Pierre Margane des Forêts de Lavaltrie (1678-1765) et Claude-Nicolas de Lorimier de la Rivière (1705-1770), deux nobles canadiens. (Source : Passerelle pour l'histoire militaire canadienne : [http://www.cmhg.gc.ca/cmh/image-161-fra.asp?page\\_id=204](http://www.cmhg.gc.ca/cmh/image-161-fra.asp?page_id=204)).

pas vénales, ce qui contribue d'autant à leur grande popularité. Les officiers sont nommés par le ministre de la Marine à la suite des recommandations des autorités coloniales, ce qui favorise le patronage. Les demandes d'une commission au sein de l'armée de la part des pères de familles nobles pour leur fils sont d'ailleurs aussi très abondantes dans la correspondance officielle. Un exemple frappant de succession de père en fils est celui de Pierre de Rigaud de Vaudreuil de Cavagnial qui reçoit une commission d'enseigne à l'âge de dix ans. Nul doute

que l'influence de son père, alors gouverneur de la Nouvelle-France, y soit pour quelque chose dans cette nomination disons hâtive.

Même si elle demeure toujours très élevée, l'importance de la carrière militaire fluctue durant la période étudiée. Les nobles nés après 1665 sont 70 % à investir les rangs de l'armée pour défendre la colonie française, mais ce taux chute de moitié pour les individus nés après 1744, c'est-à-dire ceux dont la vie professionnelle se déroule sous le Régime britannique. Pour ces nobles d'origine française, une carrière au sein de l'armée britannique est souvent hasardeuse. Parmi les problèmes rencontrés, il y a la difficulté accrue d'accéder à un patronage efficace alors que les charges influentes sont maintenant détenues par des Britanniques, la discrimination due à la différence de religion et le manque de ressources financières, les commissions n'étant maintenant plus gratuites sous le Régime britannique.

### L'ADMINISTRATION COLONIALE, UN AUTRE MOYEN DE SOUTENIR LE ROI

La seconde voie privilégiée par la noblesse française pour servir le roi est l'administration. Au Canada, seulement une cinquantaine de nobles ont pratiqué comme occupation professionnelle principale une activité liée à l'administration coloniale, ce qui représente 6 % de tous les nobles canadiens. L'accessibilité restreinte aux fonctions administratives dans la colonie explique en grande

partie cette faible proportion. D'ailleurs, parmi les quelques nobles ayant exercé une charge administrative, plusieurs sont des Français immigrés dans la colonie, principalement au XVII<sup>e</sup> siècle. Ils arrivent en tant que commis, secrétaire ou commissaire. Ils fondent une famille, mais bien peu de leurs enfants suivront leurs traces. Sans réelle surprise, ceux-ci se dirigent plutôt vers la carrière des armes. Quant à ceux exerçant sous le Régime britannique, ils sont légèrement plus nombreux à opter pour des carrières administratives. Ils agissent comme intermédiaires entre l'administration britannique et les habitants en devenant juges, traducteurs ou secrétaires.

### LA VIE CLÉRICALE : UN CHOIX FÉMININ

Certains nobles préféreront au service du roi celui de Dieu. Environ 5 % des hommes nobles de la colonie choisissent la vie cléricale. Cette proportion peut sembler faible, mais elle est en fait plus élevée que celle de l'ensemble de la population masculine à choisir cette voie. Ces faibles taux s'expliquent par le fait que trois des quatre communautés religieuses masculines présentes au Canada recrutent essentiellement en France. Seuls les Récollets et le clergé séculier ouvrent leurs portes aux Canadiens.

Chez les femmes nobles, la situation est complètement différente : les communautés religieuses féminines sont plus nombreuses et leur ouverture envers les Canadiennes beaucoup plus grande. Encouragées par cette canadianisation rapide, elles sont quatre fois plus nombreuses que les hommes à choisir cette voie mais, contrairement aux hommes, cette moyenne varie grandement au cours de la période étudiée. Alors que 28 % des femmes nobles nées au XVII<sup>e</sup> siècle sont devenues religieuses, seulement 6 % de celles vivant sous le Régime britannique ont fait le même choix. La Conquête et les problèmes qu'elle pose à la vie cléricale catho-

lique peuvent expliquer en partie cette chute, mais d'autres facteurs, comme une baisse de la ferveur religieuse et une diminution de la pression sociale faite sur les femmes célibataires, peuvent être évoqués, car si 91 % des femmes célibataires nobles du XVII<sup>e</sup> siècle deviennent religieuses, cette proportion n'est plus que de 24% chez celles nées après 1744. Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, celles qui désirent demeurer célibataires ne doivent plus nécessairement se diriger vers la vie religieuse.

Par ailleurs, notons que les vocations religieuses sont particulièrement concentrées dans certaines cellules familiales. Dans le cas des familles nobles, il peut s'agir en fait d'une stratégie visant à protéger le patrimoine familial du démembrement. Cette stratégie pourrait expliquer que cinq des six filles de Pierre Boucher de Boucherville, seigneur principal de Boucherville, fassent leur entrée, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, dans les différentes communautés religieuses de la colonie.

### LA SEIGNEURIE COMME SOURCE DE REVENUS SUPPLÉMENTAIRES

Noblesse et patrimoine foncier sont intimement liés en France. Encore une fois, la situation est tout autre dans la colonie. Moins de la moitié des nobles canadiens sont propriétaires d'une seigneurie et parmi eux, rares sont les individus pouvant s'en contenter pour subvenir à leurs besoins financiers. Sans investissement, une seigneurie rapporte très peu sous le Régime français à cause de l'effet conjugué de la faiblesse du peuplement et du marché. C'est pourquoi une très faible proportion de nobles, seulement 8 %, sont seigneurs comme occupation principale.

Pourquoi devenir seigneur alors si la seigneurie canadienne rapporte peu? La majorité des familles ont obtenu gratuitement leur fief durant le XVII<sup>e</sup> siècle alors que l'État croyait favoriser le peuplement de la colonie et faciliter son administration en distribuant géné-



Croix de Saint-Louis (1693-1715). Cette décoration, créée en 1693 par Louis XIV, est une récompense très prestigieuse destinée aux officiers militaires. Plus d'une centaine d'officiers canadiens en seront décorés. (Source : <http://www.psbennyonnais.fr/les-ordres-de-chevalerie/>).

reusement ces terres à l'élite installée au pays. Plusieurs seigneuries sont demeurées vierges pendant plusieurs décennies et ce n'est qu'en 1741, après de vaines menaces, que les autorités coloniales réunissent au domaine de la couronne une quinzaine de seigneuries encore inexploitées. Le laxisme des autorités a encouragé plusieurs seigneurs à jouer un rôle passif : la seigneurie n'est pas développée et ne rapporte pas, mais comme elle n'engendre aucune dépense, pourquoi ne pas la conserver? On pourra toujours la vendre au besoin.

Cette conjoncture particulière aux premières décennies de la colonie explique que 75 % des premiers nobles canadiens soient propriétaires d'une seigneurie. Toutefois, cette proportion diminue ensuite constamment pour ne représenter que 38 % des individus nés après 1744. La Coutume de Paris pourrait expliquer cette diminution de la vocation seigneuriale : lors de successions nobles, l'aîné obtient la moitié du fief. Dans bien des cas, les cohéritiers préfèrent vendre leur part de la seigneurie pour se consacrer à d'autres activités. La proportion de nobles sans seigneurie augmente ainsi à chaque génération.



Portrait de Pierre de Rigaud de Vaudreuil de Cavagnial (1698-1778), marquis de Vaudreuil, qui reçoit une commission d'enseigne à l'âge de dix ans sous recommandation de son père, Philippe Rigaud de Vaudreuil (1650-1725), marquis de Vaudreuil, qui est à ce moment gouverneur de la Nouvelle-France. (Source : Bibliothèque et Archives Canada : <http://data2.archives.ca/ap/c/c147536k-v6.jpg>).

## LE COMMERCE : UNE ACTIVITÉ NOBLE ?

Si en France, conjuguer noblesse et commerce est très mal vu, la situation est différente au Canada : depuis 1685, il est possible pour les nobles canadiens de pratiquer le commerce sans déroger à leur condition nobiliaire. Sur toute la période étudiée, c'est environ 8 % d'entre eux dont l'activité professionnelle principale était le commerce, une proportion huit fois plus élevée qu'en France. En incluant les individus qui ont pratiqué le commerce comme activité secondaire, le taux augmente à 25 %, mais cette donnée est certainement conservatrice, car les traces de pratiques commerciales ne sont pas toujours faciles à repérer chez des gens qui ne s'en vantaient pas nécessairement. Par exemple, Paul-Joseph d'Ailleboust de Coulonge et son frère Antoine se sont toujours présentés comme écuyers, sans autre statut socioprofessionnel, mais ils ont pourtant été accusés d'avoir fait « la traite avec les sauvages » en 1724. Les nobles canadiens sont impliqués,

entre autres, dans le commerce maritime, dans les pêcheries et dans certaines entreprises de moindre envergure comme des brasseries, des tanneries ou des scieries. Mais la traite des fourrures est sans aucun doute l'activité la plus prisée. C'est en fait plus d'une centaine d'officiers nobles qui ont participé plus ou moins activement à ce commerce alors qu'ils sont en poste dans l'Ouest. D'autres, sans être officier militaire, profiteront de leurs liens matrimoniaux pour participer à cette activité. C'est le cas de Louis-César Dagneau Douville de Quindre et de son cousin Claude Marin de la Perrière, deux nobles qui commercent activement au poste de Saint-Joseph dont le commandant est Nicolas-Antoine Coulon du Villiers, beau-frère de Marin de la Perrière. Comme les pays d'en haut sont à la fois une zone militaire et une région commerciale, milieux militaires et intérêts commerciaux s'y entremêlent de diverses façons.

La Conquête met un frein à l'implication des nobles dans le commerce colonial. Le manque de capitaux, la mainmise des marchands britanniques sur le nouveau marché colonial, la perte des postes de commandement dans l'Ouest et du réseau commercial établi avec la France et ses colonies expliquent cette situation. Pour subvenir à ses besoins, la noblesse canadienne a dû composer avec un contexte colonial particulier. Le portrait des statuts socioprofessionnels de ces individus est complètement différent de celui de la noblesse française à la même époque : le métier des armes est, de loin, la voie privilégiée. L'administration coloniale lui ouvre peu ses portes et le commerce tout comme les seigneuries représentent une occasion pour plusieurs de renflouer les coffres, mais sont rarement des occupations pratiquées seules. S'il demeure relativement le même durant tout le Régime français, ce portrait se modifie sensiblement dans les dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le commerce et la vie militaire sont nettement moins prisés tandis que les carrières administratives sont plus populaires. Divers facteurs



Portrait de René-Ovide Hertel de Rouville (1720-1792), un des rares nobles né de ce côté de l'Atlantique qui a fait carrière dans l'administration coloniale. Il a été lieutenant général civil et criminel sous le Régime français, puis grand voyer et juge de la Cour des plaids communs sous le Régime britannique. (Source : archives de la Ville de Montréal).

peuvent expliquer ces changements, mais la Conquête et les difficultés qu'elle pose à ces individus dont le statut est si intimement lié au pouvoir est sans nul doute le plus important.

## Isabelle Tanguay est professeure d'histoire au Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu.

### Pour en savoir plus :

Micheline D'Allaire. *Les dots des religieuses au Canada français, 1639-1800. Étude économique et sociale*. Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1986, 244 p.

Jean-Claude Dubé. *Les intendants de la Nouvelle-France*. Montréal, Fides, 1984, 327 p.

Benoît Grenier. *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France : présence seigneuriale et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque préindustrielle*. Rennes, PUR, 2007, 409 p.

Roch Legault. *Une élite en déroute : les militaires canadiens après la Conquête*. Outremont, Athéna éditions, 2002, 202 p.

Louis Pelletier. *Le clergé en Nouvelle-France. Étude démographique et répertoire biographique*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1993, 324 p.